

Fiche de remarques
Comité de suivi interfonds 2014-2020
(Consultation écrite du 18 au 31 octobre 2019)

Relecteur(s) Nom et Organisme: Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence
Service Territoires et Europe
04000 Digne-les-Bains

Le 31/10/2019

Remarque(s) détaillée(s) :

Ordre du jour	Remarques
Point 1	<p>La proposition de révision du programme de développement rural de Provence-Alpes-Côte d'Azur, appelle les remarques suivantes.</p> <p><i>Point 1.1.5.2.1 Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification</i> [...]</p> <p>2 – Redéploiement du budget consacré aux mesures de développement rural vers la mesure 8 (exploitation de la forêt) et la mesure 6 (installation des jeunes agriculteurs).</p> <p>Le budget du FEADER pour couvrir les mesures de développement des services de base (TO 7.4.1) ainsi que le développement des activités touristiques (TO 6.4) n'a pas été à priori surestimé dans la maquette financière.</p> <p>Sur proposition de l'autorité de gestion, la mesure 6.4, ouverte aux porteurs privés, a été rapidement fermée faute de contreparties nationales (CPN) que le Département ne pouvait notamment plus apporter pour des raisons réglementaires depuis 2015.</p> <p>Les dossiers déposés sur la mesure 7.4.1 dans les Alpes de Haute-Provence sont massivement rejetés depuis sa mise en œuvre. Les critères généraux de l'AAP ainsi que le cadre administratif retenu pour 2014 – 2019 (notamment l'imprimé de demande qui, s'il n'est pas daté de l'année en cours n'est pas considéré comme valable) a conduit sur la période à écarter 24 dossiers sur 33 déposés sur les AHP pour absence de complétude administrative. Il est à noter qu'un seul AAP par an (alors qu'il aurait été possible d'ouvrir la mesure sur toute l'année) avec une programmation l'année n+1 n'aide pas à fluidifier la mobilisation de la mesure.</p>



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



	<p>Il aurait été intéressant de pouvoir interroger, en cours de période, les critères de l'AAP et d'accompagner les porteurs en amont du dépôt.</p> <p>Nous nous félicitons cependant de l'ouverture d'un dernier AAP 7.4.1 sur 2020 et au regard de l'importance des enjeux de développement pour les territoires ruraux, nous souhaitons que les critères retenus soient corrélés aux besoins exprimés par les acteurs afin que le FEADER puisse soutenir efficacement des projets tels que les commerces multi-services de proximité, les services à la personne, la mobilité, l'accueil enfance et petite enfance, le maintien des services publics de proximité... indispensables au maintien des populations sur nos territoires.</p> <p>Nous regrettons cependant de voir que cette mesure, déjà faiblement dotée au regard des enjeux de développement des territoires ruraux, a fait l'objet de différents ajustements financiers en cours de période liés notamment à sa gestion spécifique qui a eu pour effet une faible lisibilité auprès des porteurs éligibles ainsi qu'une faible mobilisation sur les AHP.</p>
	<p>La mesure 7.6.2 (investissements dans les équipements pastoraux collectifs) répond à la spécificité de notre territoire rural et aux attentes des éleveurs, fortement impactés par les problèmes de prédation du loup. Les besoins de constructions et d'aménagements de cabanes pastorales en alpage demeurent très importants. Le transfert de crédits de la réserve de performance de la mesure 19 à la mesure 7 et plus particulièrement la 7.6.2 est très attendu.</p>